

## AKTUELL

PRESSE

# L'âge mûr

David Wagner

**L'hebdomadaire lusophone Contacto fête ses 40 ans cette semaine.**

**Le woxx s'est entretenu avec son rédacteur en chef, José Correia.**

**woxx: Il semble qu'il y ait une véritable place pour le Contacto dans le paysage médiatique luxembourgeois ?**

**José Correia:** Au Luxembourg, un quart de la population parle portugais. Cela se remarque d'ailleurs quand on se promène dans la rue. D'après le Statec, il y aurait près de 80.000 Portugais-e-s au Luxembourg. Il faut y rajouter celles et ceux qui ont désormais la nationalité luxembourgeoise, mais également les Brésiliens-ne-s, dont on estime le nombre à 5.000 et les Capverdien-ne-s dont le nombre tourne autour de 8.000. A ces communautés s'ajoutent encore d'autres communautés plus modestes en nombres comme les ressortissant-e-s des anciennes colonies portugaises comme la Guinée-Bissau, l'Angola, le Mozambique ou São Tomé-et-Principe. En gros, on va dire que Contacto touche environ un cinquième de la population au Luxembourg.

**Entre les générations de Portugais arrivés pendant les premières vagues d'immigration et celles d'aujourd'hui, il y a eu des changements profonds. Le lectorat a-t-il donc changé ?**

En effet, depuis 2003, il y a une nouvelle vague d'immigration venant du Portugal. D'après nos calculs, ils seraient 8.000 à arriver et environ la moitié d'entre eux reste au Luxembourg. C'est une immigration un peu différente de celle des années 60-70: ce ne sont plus les Portugais avec une « valise en carton », mais une grande partie d'entre eux sont des personnes diplômées. Ils tentent leur chance dans les banques ou les institutions européennes. Il y a dix ans, on me prédisait que le lectorat du Contacto s'estomperait, notamment à cause des Portugais-e-s retraité-e-s qui retourneraient au pays. Je n'ai jamais partagé cette vue des choses. Nous recevons par semaine entre dix et vingt nouvelles demandes d'abonnement. Bien que nous soyons gratuits, c'est tout de même significatif. Non seulement la plupart des retraité-e-s restent au Luxembourg où ils ont désormais leurs enfants, voire leurs petits-en-

fants, mais les nouveaux arrivants ont besoin de lire en portugais. Nous constatons même le phénomène inverse : certain-e-s Portugais-e-s qui retournent au pays s'abonnent à Contacto pour garder un lien avec le Luxembourg. Comme je dis souvent à ma mère, qui est n'est pas retournée au Portugal : « Le Portugal, c'est ta patrie, le Luxembourg, c'est ton pays ».

**Les jeunes Portugais lisent-ils vraiment Contacto ?**

Il est vrai que notre lectorat n'est pas particulièrement jeune. Il a 35 ans et plus. Les jeunes Portugais-e-s comprennent le français, le luxembourgeois et l'allemand. Ils utilisent aussi beaucoup plus les nouvelles technologies. Comme tous les jeunes, ils ont plutôt tendance à surfer sur Internet. Par contre, un « jeune cadre dynamique » qui voudrait entreprendre quelque chose au Luxembourg en lien avec la communauté lusophone, va tout naturellement se diriger vers Contacto.

**Pour un journal lu par tant de gens, la ligne éditoriale - le journal appartient au groupe Saint-Paul - ne constitue-t-elle pas un obstacle ?**

On peut dire que Contacto est plutôt de centre-droit et véhicule des valeurs chrétiennes. Nous appartenons à la maison Saint-Paul et suivons sa ligne éditoriale. Mais je ne donne pas de directive trop stricte aux journalistes. Ils savent comment écrire et dans quelle ligne leur journal s'inscrit. Ce qui ne nous empêche pas de faire la « une » avec José Sócrates, le premier ministre socialiste du Portugal, si celui-ci remporte les élections, car c'est un événement majeur pour le Portugal. Nous tentons en tout cas - et ceci n'est pas très courant dans la presse luxembourgeoise - à séparer le plus clairement possible l'information du commentaire.

**Etes-vous satisfait de l'évolution du journal ?**

A sa création, en 1970, Contacto était le journal des « Amitiés Portugal-Luxembourg » et paraissait une fois par mois. Il employait une personne à mi-temps. Il est devenu bi-hebdomadaire en 1997 et hebdomadaire en 1999 en réaction à la concurrence du Correio. Saint-Paul a investi massivement et engagé quatre journalistes supplémentaires, faisant monter nos effectifs à cinq journalistes. L'un des deux fondateurs du journal rêvait que le Contacto devienne un jour « un vrai journal », c'est-à-dire reconnu par les instances luxembourgeoises. C'est chose faite.

## SHORT NEWS

## A400M : un ticket de vol chèrement payé

L'Europe renoncera-t-elle à son joujou de guerre le plus en vue, l'avion de transport A400M ? En menaçant, il y a quelques semaines, d'en abandonner la construction, la direction d'Airbus a peut-être donné des idées à ses clients. Une renégociation du contrat avec le constructeur était devenue nécessaire à cause des retards et des surcoûts accumulés au fil des ans. Or les sept Etats ayant commandé des avions sont réticents à dépenser plus que prévu. La pression sur Airbus a encore augmenté du fait qu'un audit de Pricewaterhouse-Coopers conclurait que la faute incombe à la société et qu'elle serait capable de supporter les surcoûts. Et alors que Jean-Claude Juncker a laissé entendre que le Luxembourg, en tant que membre de l'Otan, tenait à cet avion, les autres pays semblent examiner des alternatives. Même le ministre de la défense français, Hervé Morin, le plus farouche partisan du projet, commence à vaciller. Il y a de quoi. Comme le précise le journaliste Jean-Dominique Merchet dans son blog « Secret Défense », en plus du coût de développement et d'acquisition, une arme sophistiquée comme l'A400M, engendrerait des coûts d'entretien très élevés. Ce qui ne serait pas vraiment dans la ligne des discours de crise exigeant de « limiter durablement les dépenses publiques ».

## L'IVG avorté

On ne peut pas gagner à tous les coups : alors que mercredi, à la Chambre des députés, le gouvernement a promis d'ouvrir le mariage civil aux couples homosexuels et de leur permettre également de procéder aux « adoptions simples », il n'a pas convaincu avec sa « réforme » sur l'avortement. Lors d'une heure d'actualité demandée par Déi Gréng, les députés et le gouvernement ont débattu de la réforme de la législation sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Un débat qui tombait à point, car le gouvernement vient de déposer un projet de loi allant dans ce sens. Mais à part les deux membres du gouvernement - le ministre de la justice François Biltgen (CSV) et le ministre de la santé Mars Di Bartolomeo (LSAP) - ainsi que la députée du CSV, Christine Doerner, les voix enthousiastes étaient fort rares. Et c'est compréhensible : si ce projet de loi était voté, l'avortement resterait pénalisé. En effet, peu de choses vont changer par rapport à la loi en vigueur, qui en 1979 avait alors dépénalisé l'avortement, mais seulement sous indication médicale et psychologique. Désormais, une nouvelle indication va s'ajouter : celle pour raisons sociales. La réforme majeure consiste à obliger les femmes à consulter un centre spécialisé avant de procéder à l'IVG. « Ce projet de loi ne constitue non pas un progrès, mais une régression », affirme Lydie Polfer (DP), en soulignant que ceci obligera les femmes à dévoiler leur intimité à une tierce personne, ce qui risque de constituer une entrave pour nombre d'entre elles. Pour André Hoffmann (déi Lénk), cela revient à considérer les femmes comme des être mineurs incapables de prendre des décisions souveraines. Aussi, Lydie Polfer s'est-elle permise de redéposer la proposition de loi de Lydie Err (LSAP) - qui n'explosait pas vraiment de joie non plus lors de son intervention - en appelant la Chambre à adopter ce texte libéralisant vraiment l'avortement. Tant pis pour celles et ceux qui pensaient voir entrer le Luxembourg dans la modernité sur ce point. Tant mieux pour le CSV qui a su donner des gages à son aile conservatrice. Et s'il est de notoriété publique que Mars Di Bartolomeo sait faire cuire les pâtes al dente, il vient de prouver qu'il sait aussi servir la soupe au CSV.

## Diekirch est achetable

Celles et ceux qui ont lu le numéro précédent du woxx le savent déjà : la marque « Diekirch » n'est pas protégée. C'est ce qui ressort de la réponse du ministre du travail Nicolas Schmit (LSAP) à une question posée par son camarade de parti, le député du Nord Claude Haagen. Il existe trois systèmes européens de protection des désignations des produits alimentaires : l'appellation d'origine contrôlée, l'indication géographique protégée et la spécialité traditionnelle garantie. Or, aucun produit brassicole luxembourgeois n'en fait partie. Les autres marques devraient peut-être y réfléchir.